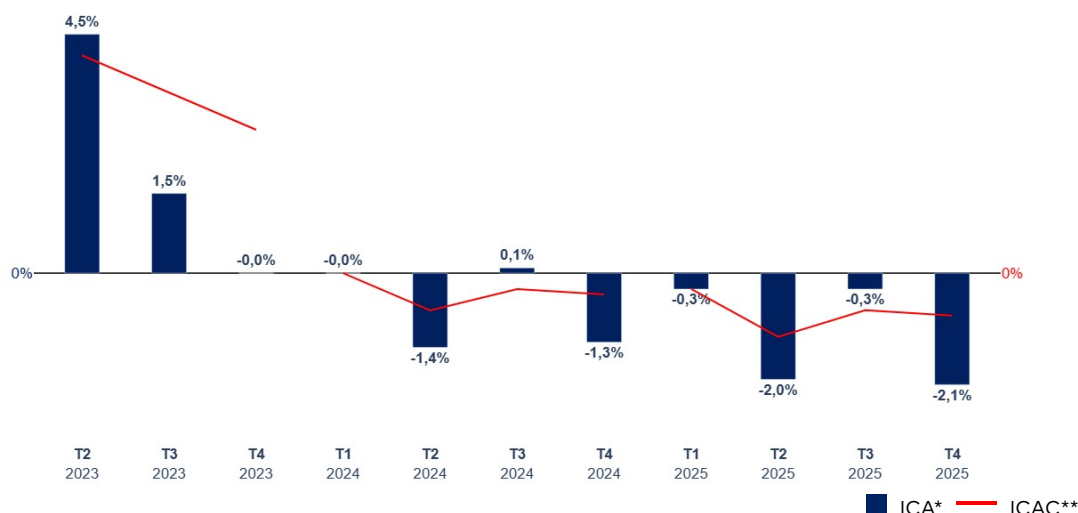


L'analyse de l'évolution trimestrielle de l'activité des TPE-PME

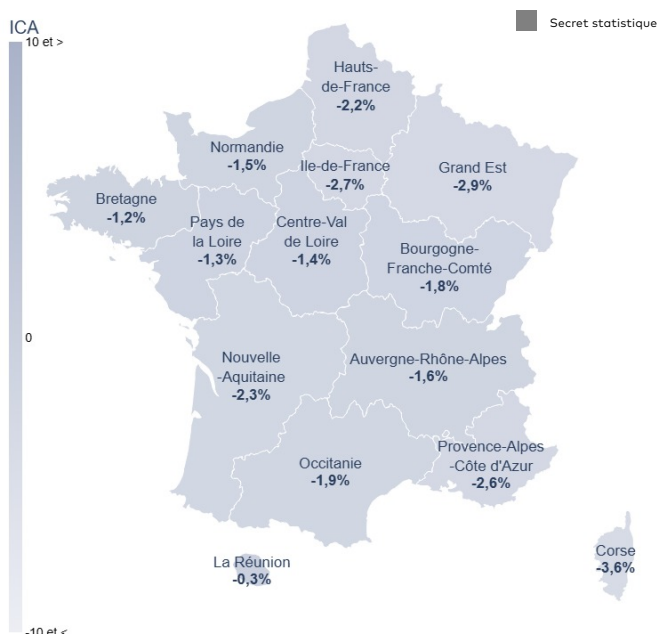
• Au 4e trimestre 2025, l'indice de chiffre d'affaires (ICA) des 530 000 TPE-PME françaises de notre échantillon indique une diminution de CA de 2,1% en valeur par rapport au 4e trimestre 2024. Ce résultat est la conséquence d'une légère baisse lors du mois d'octobre, suivie de plus fortes diminutions en novembre et en décembre. Il s'agit du cinquième trimestre consécutif de recul de l'activité pour les structures de l'échantillon, dans un contexte de poursuite de la hausse du nombre de défaillances (+1,7%), selon le rapport Altares du 4e trimestre 2025. Sur l'ensemble de l'année 2025, leur nombre atteint un niveau record de 70 000 procédures, soit une progression de 3,1%. L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) révèle, quant à lui, une baisse de CA de 0,8% en moyenne sur l'année 2025. Ce résultat moyen masque toutefois des disparités en termes géographique et sectoriel comme le détaille la suite de l'analyse.

• Il convient également de noter que les résultats présentés dans cette analyse ne sont pas corrigés de l'inflation. En moyenne sur l'année 2025, l'INSEE indique que l'indice des prix à la consommation a augmenté de 0,9%. La décélération du taux d'inflation par rapport à 2024 s'explique par le net repli des prix de l'énergie, ainsi que par le ralentissement de la hausse des prix des services, du tabac et de l'alimentation. En glissement annuel, l'indice des prix progresse de 0,8% en décembre 2025 par rapport à décembre 2024.



de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024

La carte de France



Classement des régions selon l'ICA

Territoire	ICA (Indice de chiffre)
La Réunion	-0,3%
Bretagne	-1,2%
Pays de la Loire	-1,3%
Centre-Val de Loire	-1,4%
Normandie	-1,5%
Auvergne-Rhône-Alpes	-1,6%
Bourgogne-Franche-Comté	-1,8%
Occitanie	-1,9%
Hauts-de-France	-2,2%
Nouvelle-Aquitaine	-2,3%
Provence-Alpes-Côte-d'Azur	-2,6%
Ile-de-France	-2,7%
Grand Est	-2,9%
Corse	-3,6%

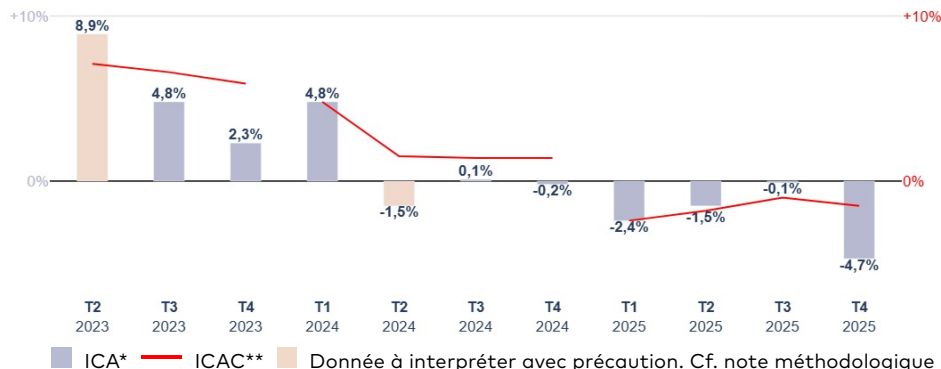
*L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. **L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. *** Concernant l'Outre-Mer, seuls les résultats de La Réunion sont présentés, les échantillons des autres DROM et des COM n'étant pas représentatifs.

L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR SECTEUR



Boulangerie et boulangerie-pâtisserie (10.71C)

Les TPE-PME de boulangerie-pâtisserie de notre échantillon affichent un repli de leur activité (-4,7% en valeur) au 4e trimestre 2025. En moyenne sur l'année 2025, elles voient leur CA reculer de 1,5%. Les TPE-PME du secteur restent confrontées à la concurrence des grandes surfaces et à la hausse des coûts des matières premières. Toutefois, selon Fiducial, le panier moyen des boulangeries augmente en 2025, atteignant 6,33 euros contre 5,92 euros en 2024, tandis que la fréquentation gagne 11 clients journaliers. Ces progressions s'expliquent par la réduction de la part de produits peu coûteux, comme la baguette, dans les paniers des consommateurs et par la diversification de l'offre vers le snacking (quiches, salades, burgers...). En effet, selon Food Service Vision, 65% des clients achètent régulièrement du snacking salé en boulangerie. Par ailleurs, le niveau d'investissement des entreprises du secteur progresse fortement, selon Fiducial, avec une hausse de plus de 58% par rapport à 2024. Enfin, autre signal positif, les défaillances d'entreprises reculent de 5% au 4e trimestre.



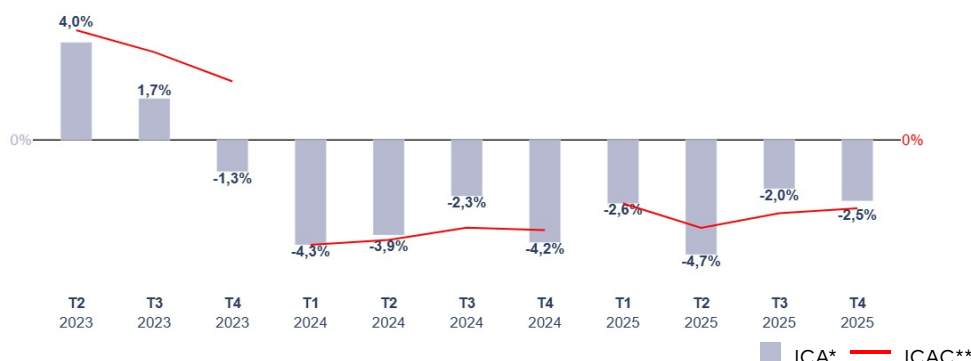
-1,5 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Construction (F)

Le CA des TPE-PME de la construction de l'échantillon poursuit sa diminution avec un recul de 2,5% en valeur au 4e trimestre 2025. En cumulé sur l'année, les entreprises du secteur affichent une baisse de CA de 2,8%. Selon la Capeb, l'activité de l'artisanat du bâtiment poursuit son repli au 4e trimestre 2025 : -3,8% sur l'ensemble de l'année contre -2% en volume sur le 4e trimestre 2025. Cette évolution est principalement due à la dégradation progressive de la construction neuve : -7% sur l'année 2025 et -3% en glissement annuel au 4e trimestre 2025. De même, l'entretien-amélioration recule à nouveau à 1,5% au 4e trimestre 2025, pour une baisse annuelle de 1,6%. Toutefois, selon le bilan 2025 et les prévisions 2026 de la FFB, le volume d'activité du bâtiment afficherait une modeste hausse de 1,8% en 2026 grâce au redressement transitoire du logement neuf et à la progression des mises en chantier observée en 2025 (+8,4%). Le non-résidentiel neuf, quant à lui, a encore reculé de 6,6% en 2025 et stagnera en 2026 (+0,5%).



-2,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Travaux de maçonnerie générale et gros oeuvre (43.99C)

Les difficultés persistent pour les entreprises de maçonnerie de l'échantillon avec un repli de 4% en valeur lors du 4e trimestre 2025 comparativement au 4e trimestre 2024. En cumulé sur l'année 2025, la baisse de l'activité atteint 3,9%. Selon la Capeb, la maçonnerie enregistre la baisse de volume d'activité la moins marquée des différents corps de métier sur le 4e trimestre 2025 : -1,5% après -4% au trimestre précédent. Selon le bilan Altares sur les défaillances de l'année 2025, les entreprises du gros oeuvre affichent une baisse du taux de défaillance de 5,4% sur un an.



-3,9 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Entretien et réparation de véhicules automobiles légers (45.20A)

Les TPE-PME d'entretien et réparation de véhicules automobiles légers de l'échantillon voient leur CA reculer : -1,7% en valeur par rapport au 4^e trimestre 2024. En moyenne sur l'année 2025, elles affichent un léger repli de 0,6%. Selon l'organisme professionnel SRA, le coût moyen des réparations de collision augmente de 5,9% sur un an, les pièces constituant la principale composante (52,1%), suivies par la main-d'œuvre (37,4%) et la peinture (10,5%). En effet, les tarifs bruts des pièces de rechange progressent de 5,17% sur douze mois glissants et les taux horaires de main-d'œuvre continuent d'augmenter, avec une moyenne nationale en hausse de 4,6% sur un an. Dans ce contexte, le recours aux pièces issues du réemploi continue de se développer : en 2025, 20,9% des rapports d'expertise en intègrent au moins une, contre 17,3% en 2024. Par ailleurs, les défaillances d'entreprises du secteur augmentent de nouveau de 8% au 4^e trimestre 2025, selon Altares.



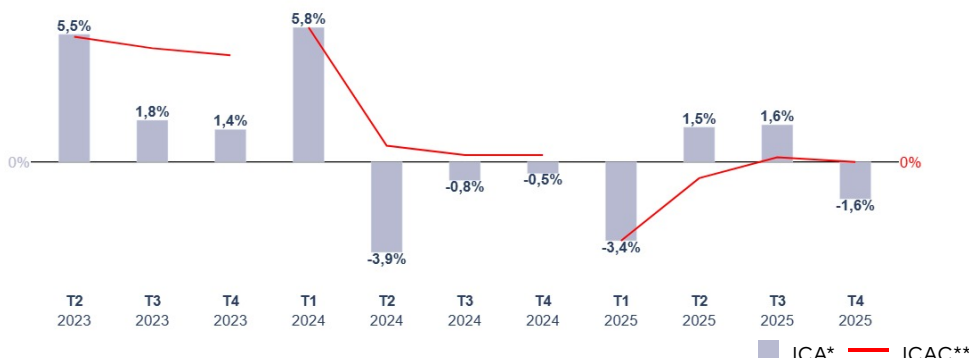
-0,6 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1^{er} au 4^e trimestre 2025 par rapport à la période du 1^{er} au 4^e trimestre 2024



Commerce de détail de viandes et produits à base de viandes en magasin spécialisé (47.22Z)

Les commerces de détail de viandes de notre échantillon voient leur chiffre d'affaires diminuer de 1,6% en valeur au 4^e trimestre 2025 en glissement annuel. Sur l'ensemble de l'année, l'activité des TPE-PME du secteur stagne. Selon la Confédération Française de la Boucherie, Boucherie-Charcuterie, Traiteurs (CFBCT), les boucheries et charcuteries artisanales ont pu résister en 2025 malgré la hausse continue des prix, la pression sur le pouvoir d'achat des consommateurs et la diminution de production de viande. En effet, selon l'Institut de l'élevage (Idele), la production française de « bovins finis » a reculé de 2,6% en 2025 par rapport à 2024. Une baisse plus modérée (-0,7%) est attendue en 2026. Bien que les fêtes de fin d'année 2025 aient porté l'activité des boucheries, le secteur reste soumis à plusieurs contraintes : les incertitudes économiques, la situation sanitaire dans les élevages ainsi que l'éventuelle ratification de l'accord Mercosur qui présenterait des risques de forte concurrence.



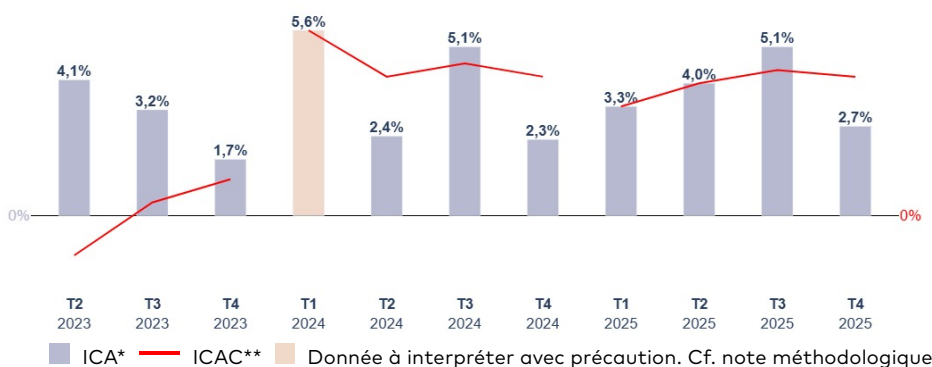
0 %

stagnation du cumul de CA sur la période du 1^{er} au 4^e trimestre 2025 par rapport à la période du 1^{er} au 4^e trimestre 2024



Commerce de détail de produits pharmaceutiques en magasin spécialisé (47.73Z)

Les pharmacies de l'échantillon affichent un nouveau trimestre de croissance : +2,7% en valeur lors du 4^e trimestre 2025. En moyenne sur l'année, leur CA a augmenté de 4,2%. Selon l'Observatoire de l'économie de l'officine, la marge dégressive lissée augmente de 4,2% au 1^{er} semestre 2025, portée par les médicaments chers, tandis que les honoraires reculent sous l'effet de la contraction des volumes, tant à la boîte (-1,5%) que sur les ordonnances comportant des médicaments dits spécifiques (-2,2%). Dans le même temps, les nouvelles missions hors Covid-19 poursuivent leur essor (+4,5%), notamment le développement des rappels vaccinaux et des tests rapides d'orientation diagnostique réalisés en officine. Toutefois, la forte augmentation des charges salariales pèse sur les pharmacies, la revalorisation du point officinal et la nouvelle grille des salaires générant à elles seules 160 millions d'euros de coûts additionnels.



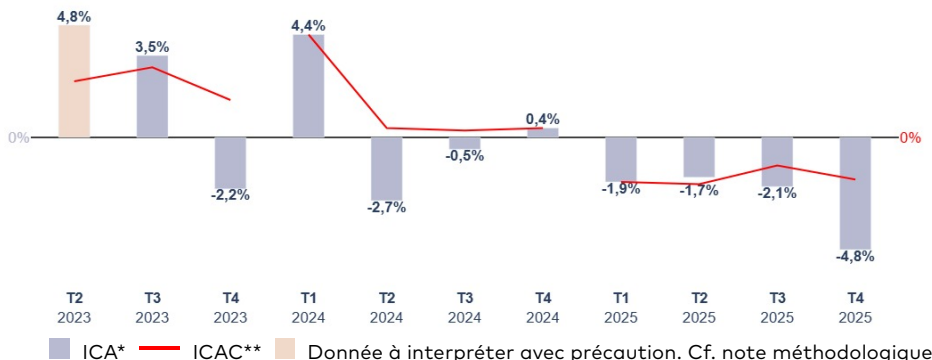
+4,2 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1^{er} au 4^e trimestre 2025 par rapport à la période du 1^{er} au 4^e trimestre 2024



Commerce de détail de fleurs, plantes, graines, engrais, animaux de compagnie et aliments pour ces animaux en magasin spécialisé (47.76Z)

Le CA des commerces de détail de fleurs, plantes, graines, etc. recule de 4,8% en valeur lors du 4e trimestre 2025. Sur l'ensemble de l'année, la baisse de leur CA atteint 1,8%. En effet, selon le baromètre Promojardin-Promanimal, le marché du jardin a enregistré un recul de 2% en 2025, soit une quatrième année consécutive de repli de la demande. Cependant, selon France Agrimer, les fleuristes demeurent le principal circuit de distribution sur le marché floral : 52,8% du CA du secteur en 2024. Selon l'étude 2025 réalisée par Kantar pour Valhor, 28% des foyers français effectuent au moins un achat dans l'année chez le fleuriste. En revanche, la proportion de foyers qui effectue plus de dix achats dans l'année chez un fleuriste sous enseignes (59 %) est plus élevée que chez un fleuriste indépendant (53%). Le marché des animaleries, quant à lui, reste dynamique, porté par une forte base de propriétaires d'animaux : 61% des Français possèdent des animaux de compagnie en 2025, d'après le baromètre FACCO (Fédération des Fabricants d'Aliments de Chiens, Chats, Oiseaux).



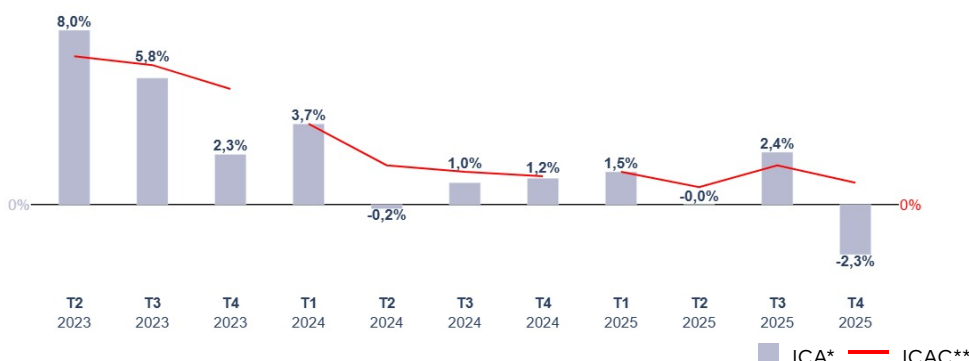
-1,8 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Commerces de détail d'optique (47.78A)

Après la hausse d'activité du précédent trimestre, les opticiens de notre échantillon voient leur CA repartir à la baisse au 4e trimestre 2025 en glissement annuel (-2,3% en valeur). En moyenne sur l'année 2025, ils affichent toutefois une progression d'activité (+1%). Selon le Rassemblement des opticiens de France, le secteur de l'optique continue de bénéficier du vieillissement de la population et de la progression de la myopie liée aux usages numériques, favorisant l'arrivée de nouveaux porteurs (+7% en 2025). Les dépenses d'optique restent ainsi soutenues par les besoins médicaux, mais aussi par l'innovation (verres techniques...) Par ailleurs, 90% des porteurs ont acheté leur dernière paire de lunettes entre 2021 et 2025, contribuant à stabiliser la demande et à fidéliser la clientèle. Toutefois, dans un contexte de tensions sur le pouvoir d'achat, près d'un porteur sur deux retarde l'achat de lunettes en raison d'un remboursement jugé insuffisant. Enfin, le secteur connaît une forte hausse des défaillances d'entreprises (+28% au 4e trimestre 2025) selon Altarea.



+1 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Transports routiers de fret de proximité (49.41B)

Après deux trimestres de recul d'activité, les TPE-PME des transports de fret de proximité de notre échantillon affichent une quasi-stagnation de leur CA : -0,1% en valeur au 4e trimestre 2025. En moyenne sur l'année, les entreprises du secteur voient également leur activité rester stable (+0,4%). Toutefois, selon la Fédération nationale du transport routier (FNTR), l'activité du secteur progresse légèrement au 4e trimestre 2025, tout en demeurant nettement en deçà de sa moyenne de long terme. Après plusieurs trimestres de repli, les investissements amorcent un léger redressement, mais restent exclusivement orientés vers le renouvellement du parc de véhicules, sans extension des capacités. En matière d'emploi, la FNTR observe une poursuite de la hausse des effectifs de conducteurs, traduisant un ajustement progressif du marché du travail, tandis que les difficultés de recrutement s'atténuent. Enfin, autre signal encourageant pour le secteur, les défaillances d'entreprises des transports de fret de proximité reculent de 15% au 4e trimestre 2025, selon le cabinet Altarea.



+0,4 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Hôtels et hébergements similaires (55.10Z)

Les hôtels de notre échantillon enregistrent une baisse de CA de 4% sur le 4e trimestre 2025. En cumulé sur l'année 2025, leur CA recule de 1,1%. Toutefois, en 2025, le taux d'occupation moyen dans l'hébergement marchand a augmenté de 0,8% par rapport à 2024, atteignant 66,5%, selon MKG, avec une progression du RevPAR (Revenu par chambre) de 1,4%, tandis que le prix moyen par chambre est resté stable (+0,1%). De leur côté, l'hôtellerie haut de gamme et celle internationale ont affiché une meilleure performance, avec un RevPAR moyen en hausse de 5,6%. En effet, la clientèle domestique, qui représente près de 70 % des nuitées hôtelières, a affiché un comportement prudent en 2025, avec des arbitrages budgétaires plus stricts et une préférence pour des séjours plus courts. En 2025, certaines régions touristiques ont affiché une attractivité soutenue comme Paris ou PACA. En revanche, certaines métropoles situées en dehors des zones touristiques phares ont enregistré une activité plus modeste, surtout sur le segment affaires, affecté par une demande moins dynamique.



-1,1 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Restauration traditionnelle (56.10A)

Les restaurants traditionnels de l'échantillon voient leur activité poursuivre son recul : -8% au 4e trimestre 2025 en glissement annuel. Sur l'ensemble de l'année, ils affichent une baisse de CA de 4,1%. Selon Altares, le taux de défaillance des restaurants traditionnels en France a augmenté de 7% sur le 4e trimestre 2025 dans un contexte économique incertain. L'inflation persistante a entraîné une hausse significative des coûts (énergie, loyer, salaires), mettant sous pression la marge des restaurants, notamment celle des petites structures. En effet, la rentabilité moyenne du secteur a chuté de 7% en un an, d'après le cabinet d'études Gira, spécialisé dans les études sur la restauration. Parallèlement, l'érosion du pouvoir d'achat des ménages a modifié les habitudes de consommation, réduisant la fréquentation des restaurants et favorisant des choix plus économiques (restaurant rapide, boulangerie, etc.). Les restaurants doivent miser sur l'innovation technologique, le bien-être des salariés et les expériences clients personnalisées pour assurer un modèle économique plus durable.



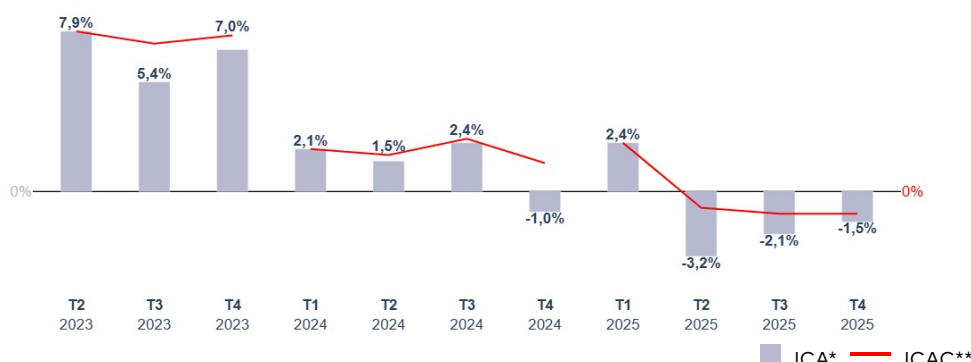
-4,1 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Conseil en systèmes et logiciels informatiques (62.02A)

Les TPE-PME de conseil en systèmes et logiciels informatiques de notre échantillon voient leur activité diminuer (-1,5% en valeur) au 4e trimestre 2025, soit un troisième trimestre consécutif de recul. En moyenne sur l'année 2025, elles affichent une baisse de CA de 1,1%. Selon l'organisation professionnelle Numeum, les résultats sont contrastés selon les segments : les éditeurs de logiciels et de plateformes affichent une forte progression d'activité de 8,2% en 2025, tandis que les ESN (-1,8%) et les entreprises de conseil en technologies (-2,5%) voient leur chiffre d'affaires reculer. Plusieurs leviers pourront soutenir la croissance du marché du numérique, à savoir le renforcement de la sécurité des systèmes d'information, l'amélioration de l'expérience client, le développement de l'IA générative et les enjeux de souveraineté numérique. Du côté de l'emploi, après un ralentissement en 2024, les recrutements des entreprises du secteur se stabilisent en 2025.



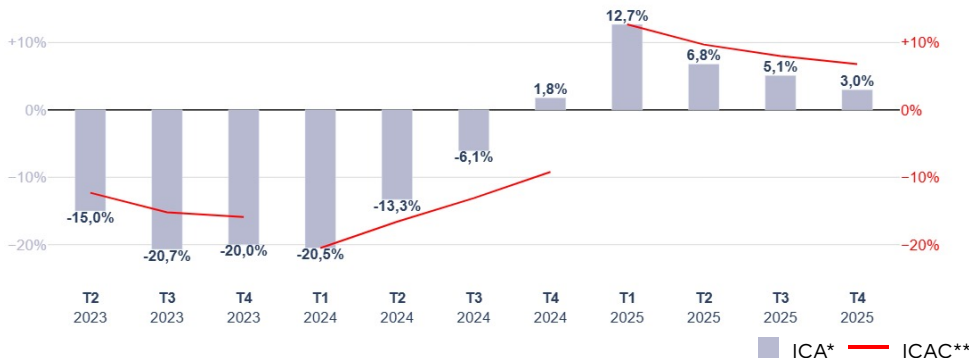
-1,1 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Agences immobilières (68.31Z)

L'activité des agences immobilières de l'échantillon enregistre une croissance lors du 4e trimestre 2025 : +3% en valeur comparativement au 4e trimestre 2024. En moyenne sur 2025, le CA progresse de 6,8%. Selon Meilleurtaux, le marché immobilier connaît une reprise en 2025, avec une hausse de plus de 10% des transactions par rapport à 2024, soutenue par la primo-accession et la stabilisation des prix. En effet, selon Empruntis, les prix de l'ancien affichent une quasi-stabilité (+1,5%), après -4% en 2024. Dans le même temps, les taux immobiliers moyens se maintiennent autour de 3,1% et, selon la Banque de France, la production de crédits à l'habitat augmente fortement (+35%). Autre signal positif, les défaillances d'entreprises des agences reculent de 16% au 4e trimestre 2025, selon Altares. Toutefois, les ventes de logements neufs chutent de 14%, pénalisées par la fin de la loi Pinel et des coûts de construction élevés. Quant au marché locatif, il reste sous tension, avec une baisse de 10% de l'offre en 2025, selon l'Observatoire immobilier Bien'ici.



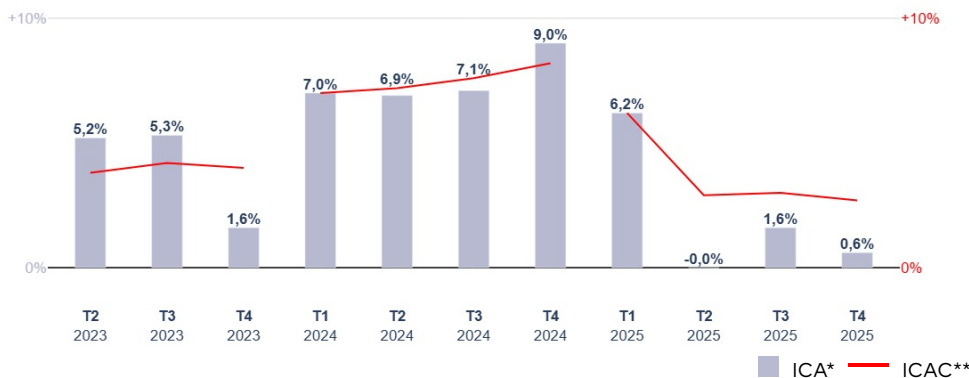
+6,8 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Enseignement de la conduite (85.53Z)

Les TPE-PME françaises de l'enseignement de la conduite voient leur CA légèrement augmenter de 0,6% sur le 4e trimestre 2025 par rapport au 4e trimestre 2024. Sur l'ensemble de l'année, les auto-écoles de notre échantillon affichent une hausse de CA de 2,7%. Selon l'Unidec, l'Unic et Mobilians, le secteur reste confronté à la pénurie d'examineurs, de places d'examens et à la hausse continue des délais d'attente entre deux passages au permis. En cause, la croissance continue du nombre de candidats liée à la généralisation du permis de conduire à 17 ans. En outre, les auto-écoles s'inquiètent de la possible fin du financement du permis de conduire par le CPF et de l'aide aux apprentis, prévue dans le budget 2026.



+2,7 %

de hausse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024



Coiffure (96.02A)

Les entreprises de coiffure de l'échantillon voient leur CA reculer : -4,1% en valeur au 4e trimestre 2025 par rapport au 4e trimestre 2024. En moyenne sur l'année 2025, leur activité diminue de 1,6%. Dans un contexte inflationniste, les tensions sur le pouvoir d'achat des clients continuent de peser sur la fréquentation des salons, entraînant un espacement des visites et impactant le chiffre d'affaires. Pour y faire face, les entreprises de coiffure se réinventent en proposant des prestations diversifiées à plus forte valeur ajoutée. De plus, les TPE-PME du secteur doivent composer avec la concurrence croissante des grandes enseignes et des barbershops, tout en restant confrontées à une pénurie de personnel qualifié. Toutefois, signe encourageant pour le secteur, le taux de défaillances d'entreprises recule de 9% au 4e trimestre 2025, après la hausse de 7% au 3e trimestre 2025, selon le cabinet Altares.



-1,6 %

de baisse cumulée de CA sur la période du 1er au 4e trimestre 2025 par rapport à la période du 1er au 4e trimestre 2024

SOURCES & MÉTHODOLOGIE

Les données proviennent de la base de données Statexpert, construite à partir des télédéclarations sociales et fiscales réalisées par les experts-comptables pour le compte de leurs clients, les TPE-PME. Les données présentées ici sont issues des informations provenant des déclarations mensuelles et trimestrielles de TVA (EDI-TVA). Il s'agit du chiffre d'affaires (CA) déclaré par les entreprises sur les déclarations de TVA des périodes concernées.

Les données trimestrielles sont basées sur un échantillon d'environ 530 000 entreprises au niveau national. Les données ont été calculées sur un périmètre d'entreprises présentes lors d'une période analysée et lors de la même période de l'année précédente, qui n'ont pas changé de code NAF et dont l'établissement principal n'a pas changé de département entre ces deux périodes. Les évolutions sont calculées en glissement annuel (une période par rapport à la même période de l'année précédente) et corrigées des jours ouvrés.

Les entreprises dont le CA mensuel ou trimestriel dépasse 3 fois l'écart-type du CA mensuel ou trimestriel moyen des entreprises du même secteur d'activité (niveau 1 - sections) ont été écartées de l'analyse. Les entreprises réalisant un chiffre d'affaires annuel supérieur à 50 millions d'euros sont également écartées de l'échantillon analysé.

Certaines déclarations à néant, notamment celles réalisées lors du mois de juillet ont pu être prises en compte afin de rendre compte de la réalité de l'activité des entreprises.

L'indice de chiffre d'affaires (ICA) mesure l'évolution du CA moyen entre une période (ici un trimestre) et la même période de l'année précédente, avec correction des jours ouvrés. L'ICA est désormais affiché dans les cartes et graphiques en pourcentage.

Effet de base : un effet de base peut survenir lorsque l'évolution d'une variable entre N et N-1 varie non pas en raison d'une variation du niveau de la variable entre ces deux dates, mais principalement en raison de l'évolution antérieure (entre N-1 et N-2). À titre d'exemple, si une entreprise a subi une forte baisse d'activité entre N-1 et N-2, alors il y a plus de chance que l'évolution soit positive entre N et N-1.

L'indice de chiffre d'affaires cumulé (ICAC) mesure l'évolution du CA moyen de la période du 1er trimestre de l'année N au dernier trimestre présenté de l'année N, par rapport au CA moyen de la même période de l'année N-1, avec correction des jours ouvrés. L'ICAC est affiché en évolution en pourcentage dans les graphiques.

Les secteurs correspondent à la nomenclature d'activités française - NAF rév. 2, 2008 (édition 2015)

- Niveau 1 (sections), soit 21 secteurs.
- Niveau 5 (sous-classes), soit 732 secteurs.

Pour en savoir plus sur l'actualité et les spécificités économiques, financières, juridiques, comptables, fiscales et sociales, consultez les analyses sectorielles sur <https://www.experts-comptables.fr/> et <https://bibliothique.com/bibliordre>; retrouvez les indicateurs sur tous les secteurs d'activité sur www.imagepme.fr / Rubrique Données.

Infographie réalisée par :